

## Évolution du multiplicateur fiscal : Cas de la RDC de 2002 à 2024

Evolution of the Fiscal multiplier: Case of the DRC from 2002 to 2024.

Auteur 1 : Sakelewa Koyakpama Delly,

Auteur 2 : Kabilanga Zita Julie,

Auteur 3 : Lomoto Lokonge Claude,

Auteur 4 : Kilolo Mangbako Berthe,

Auteur 5 : Assoba Likoya Youyou,

Auteur 6 : Bingwele Nkemete Ruth,

Centre de Recherche en Sciences Humaines « CRESH », Département de Recherche en Économie et Finances, Kinshasa, République Démocratique du Congo

**Déclaration de divulgation :** L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts :** L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article :** Sakelewa Koyakpama Delly, Kabilanga Zita Julie, Lomoto Lokonge Claude, Kilolo Mangbako Berthe, Assoba Likoya Youyou & Bingwele Nkemete Ruth (2026) « Évolution du multiplicateur fiscal: Cas de la RDC de 2002 à 2024 », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 0832 – 0857.



DOI : 10.5281/zenodo.20523424

Copyright © 2026 – ASJ



**Résumé :** Ce papier analyse l'évolution du multiplicateur fiscal en République démocratique du Congo sur la période 2002-2024 à l'aide d'un modèle ARDL associé à un mécanisme de correction d'erreur(MCE). Les résultats de nos estimations suggèrent une forte hétérogénéité temporelle des effets budgétaires. A court terme, les dépenses publiques exercent un effet stimulant sur le PIB, tandis que les recettes fiscales ont un impact restrictif sur le produit intérieur brut. A long terme, les résultats indiquent un retournement des effets, reflétant des inefficacités structurelles dans l'allocation des dépenses publiques. L'étude montre également le caractère instable du multiplicateur fiscal en tenant compte du contexte institutionnel et macroéconomique du pays.

**Mots-clés :** Multiplicateur fiscal, croissance économique, dépenses publiques, recettes fiscales, MCE

**Abstract:** This paper analyzes the evolution of the fiscal multiplier in the Democratic Republic of Congo over the period 2002-2024 using an ARDL model associated with an Error Correction Mechanism. The results of our estimates suggest strong temporal heterogeneity of budgetary effects. In the short term, public spending has a stimulating effect on GDP, while tax revenues have a restrictive effect on gross domestic product. In the long term, the results indicate a reversal of effects, reflecting structural inefficiencies in the allocation of public spending. The study also shows the unstable nature of the fiscal multiplier taking into account the institutional and macroeconomic context of the country.

**Keywords:** Fiscal multiplier, economic growth, Public expenditure, Fiscal revenue, ECM

## 1. Introduction

S'inscrivant dans les travaux de Keynes (1936), le multiplicateur fiscal occupe aujourd'hui une place primordiale dans l'analyse de l'efficacité des politiques budgétaires, en mettant en lumière la relation entre les dépenses publiques et la dynamique de la production intérieure. Dans cette optique, une augmentation des dépenses publiques est supposée engendrer une hausse plus que proportionnelle de la production intérieure à travers les mécanismes de la demande effective. Cependant, les recherches empiriques contemporaines ont montré que l'ampleur du multiplicateur fiscal varie considérablement selon les contextes macroéconomiques et institutionnels.

Romer et Romer (2010) démontrent que l'effet des politiques budgétaires dépend fortement de la nature des chocs fiscaux, tandis que Batini et al. (2014) mettent en évidence que les multiplicateurs dans les économies ouvertes et en développement sont généralement plus faibles. Dans le cas des économies africaines, et singulièrement la République démocratique du Congo(RDC), cette problématique revêt une importance particulière.

En effet, depuis le début des années 2000, le gouvernement congolais a entrepris une série de réformes économiques visant notamment à stabiliser le cadre macroéconomique et à relancer sa croissance économique (Banque mondiale, 2020). Les dépenses publiques ont ainsi été utilisées comme un instrument central pour financer les infrastructures, améliorer les services sociaux de base et stimuler l'activité économique. Malgré ces réformes, la croissance économique est restée volatile et non inclusive, ce qui interroge l'efficacité réelle des politiques budgétaires.

Certains travaux empiriques suggèrent que dans les pays à faible revenu, plusieurs facteurs structurels peuvent atténuer l'effet multiplicateur. Ilzetzi et al. (2013) soulignent que les multiplicateurs fiscaux sont généralement plus faibles dans les économies fortement ouvertes au commerce international, à cause des fuites vers les importations.

Blanchard et Leigh (2013) ont mis en évidence que l'efficacité des politiques budgétaires dépend du contexte conjoncturel et du niveau de crédibilité des institutions publiques. Pour le cas de la RDC, des contraintes telles que la faiblesse de l'appareil productif, les déficiences institutionnelles et les inefficacités dans l'exécution du budget pourraient limiter l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique.

De plus, d'autres recherches mettent l'accent sur le caractère instable et asymétrique du multiplicateur fiscal. Alesina et Ardagna (2010) indiquent que les effets des politiques budgétaires peuvent différer selon qu'il s'agit d'une progression ou d'une consolidation

budgétaire, tandis que Ramey (2011) souligne le rôle des anticipations des agents économiques dans la transmission des chocs fiscaux. Ces résultats montrent que l'analyse du multiplicateur fiscal en RDC doit tenir compte des spécificités structurelles et des transformations économiques survenues depuis 2002.

Dès lors, il existe une tension entre d'une part, les prédictions théoriques qui attribuent à la politique budgétaire un rôle essentiel dans la relance économique et, d'autre part, les réalités empiriques d'un pays confronté à de multiples contraintes. Cette tension soulève une question fondamentale dans un contexte où les besoins de financement du développement sont énormes. Ainsi, la problématique centrale de cette recherche se présente de la manière suivante :

- Comment le multiplicateur fiscal a-t-il évolué en RDC sur la période 2002-2024 ?
- Dans quelle mesure cette évolution reflète-t-elle l'efficacité des politiques budgétaires dans un contexte marqué par des contraintes structurelles, institutionnelles et macroéconomiques ?
- Les variables budgétaires ont-elles impacté l'activité économique en RDC ?

Cette problématique de l'étude nous pousse à formuler les hypothèses telles que :

- (1) Le multiplicateur fiscal a évolué positivement sur la période étudiée.
- (2) Les dépenses publiques ont impact positif et significatif sur la croissance économique à court terme tandis que les recettes fiscales ont un impact négatif et significatif à court terme.
- (3) A long terme, les variables budgétaires (dépenses publiques et recettes fiscales) diffèrent significativement de leurs impacts de court terme.

L'objectif poursuivi dans notre étude est d'évaluer l'évolution du multiplicateur fiscal sur la période 2002-2024 en vue de déterminer si la politique budgétaire a eu un effet amplificateur significatif sur l'activité économique en RDC ou si son impact est demeuré limité par des contraintes structurelles internes et externes.

Malgré les avancées théoriques et empiriques sur le multiplicateur fiscal, la littérature demeure encore peu développée dans le cas de la RDC. Les rares études existantes ne permettent pas d'appréhender de manière approfondie l'évolution du multiplicateur fiscal dans le temps ni de distinguer les effets de court et de long terme des variables budgétaires sur la croissance économique.

Dans cette optique, la présente étude vise à combler ce vide en analysant l'évolution du multiplicateur fiscal en RDC sur une période allant de 2002-2024 à partir d'une approche économétrique ARDL-MCE. Elle cherche ainsi à mettre en évidence la dynamique des

dépenses publiques et des recettes fiscales sur l'activité économique dans un contexte marqué par des contraintes structurelles, institutionnelles et macroéconomiques.

Elle contribue également à la compréhension des mécanismes de croissance et à l'amélioration de décisions de politique économique.

## **2. Revue de Littérature**

### **2.1. Fondements théoriques du multiplicateur fiscal**

Le multiplicateur fiscal est l'un des concepts clés de l'analyse macroéconomique moderne. Ce concept signifie le fait qu'une variation des dépenses publiques ou des recettes fiscales exerce un effet sur le niveau de la production. En d'autres termes, le multiplicateur fiscal mesure l'intensité de la réaction du produit intérieur brut (PIB) à un ajustement de la politique budgétaire. Il occupe aujourd'hui une place prépondérante dans l'analyse des politiques de stabilisation, principalement en période de ralentissement économique ou de crise.

Les fondements théoriques du multiplicateur fiscal trouvent leur source dans les travaux de Kahn (1931), qui introduisit pour la première fois le concept de multiplicateur d'investissement dans son article intitulé « The Relation of Home Investment to Unemployment ». Pour Kahn, une hausse initiale des investissements entraîne une augmentation successive des revenus, de la consommation et de l'emploi dans l'économie.

Cependant, c'est avec Keynes (1936) que cette théorie prend une dimension macroéconomique globale. Keynes estime que le niveau de l'activité économique dépend essentiellement de la demande effective. Dès lors, une hausse des dépenses publiques peut stimuler la demande globale, augmenter la production et réduire le chômage.

En outre, cette vision a été nuancée par les approches néoclassiques. Les travaux de Barro (1974), à travers le concept d'équivalence ricardienne, montrent que les agents économiques anticipent les augmentations futures des impôts liés à l'endettement public, limite l'efficacité de la politique budgétaire. King & Rebelo (1999) à travers leurs modèles de cycles réels, remettent en cause l'impact significatif des politiques fiscales sur l'activité économique.

### **2.2. Approches empiriques du multiplicateur fiscal**

L'analyse empirique du multiplicateur fiscal a connu des avancées importantes suite aux méthodes économétriques modernes. Les travaux de Blanchard & Perotti (2002) ont montré, à partir d'un modèle VAR structurel, que les chocs de dépenses publiques ont un impact positif sur la croissance économique, mais demeure généralement inférieur à l'unité. Ramey (2011), pour sa part, insiste que la taille du multiplicateur dépend de la méthode d'identification des

chocs budgétaires. Il souligne que les anticipations des agents économiques jouent un rôle prépondérant dans la transmission des politiques fiscales.

Par ailleurs, Jordà (2005) propose une approche innovante fondée sur les projections locales, permettant d'estimer les effets dynamiques des politiques économiques sans imposer de structure rigide au modèle. Nakamura & Steinsson (2018) quant à eux, ont montré que les multiplicateurs fiscaux peuvent être plus élevés dans une période de récession ou lorsque la politique monétaire est contrainte, ce qui met en évidence le caractère contextuel de la politique budgétaire.

### **2.3. Multiplicateur fiscal dans les pays en développement**

Dans les pays en développement, la littérature empirique fait ressortir que les multiplicateurs fiscaux sont généralement faibles. Selon Ilzetzki & al. (2013), les multiplicateurs sont souvent inférieurs à l'unité dans les économies ouvertes et en développement, à cause de la fuite des capitaux et des importations.

Pour Gechert & Rannenberg (2018), la taille du multiplicateur dépend fortement du régime économique, notamment du niveau du chômage et de la politique monétaire. Dans les contextes caractérisés par une faible capacité institutionnelle, l'efficacité de la politique budgétaire reste fortement réduite.

### **2.4. Études empiriques du multiplicateur fiscal en Afrique subsaharienne**

Certaines études empiriques qui se sont penchées sur le cas de l'Afrique subsaharienne confirment globalement un faible caractère des multiplicateurs fiscaux. Selon Baldacci & al. (2009), les dépenses publiques influencent significativement la croissance économique lorsque celles-ci sont orientées vers les secteurs productifs. Pour Lledó & al. (2019) l'efficacité de la politique fiscale en Afrique, dépend largement de la gestion des finances publiques et du cadre institutionnel.

### **2.5. Études empiriques du multiplicateur fiscal en RDC**

Pour la République démocratique du Congo, les études empiriques du multiplicateur fiscal sont peu nombreuses, mais certaines analyses mettent en relief que les contraintes structurelles importantes. Pour le FMI (2023), la mobilisation des recettes fiscales en RDC reste faible, représentant une part réduite de la production intérieur brut, ce qui limite la capacité de l'État à mener une politique budgétaire efficace.

Selon les rapports de la Banque mondiale (2022), la qualité des dépenses publiques en RDC demeure insuffisante, ce qui réduit l'effet des politiques budgétaires sur la croissance

économique. Ces facteurs sont à eux seuls à grande partie, à la base de la faiblesse du multiplicateur fiscal observée dans le pays.

L'économie congolaise étant fortement dépendante du secteur extractif, les fluctuations des prix des matières premières sur le marché international peuvent influencer fortement les recettes fiscales et la stabilité macroéconomique.

Les revues empiriques consultées sur le multiplicateur fiscal indiquent une absence de consensus autour de l'efficacité de la politique budgétaire sur la croissance économique. D'une part, les approches keynésiennes mettent en lumière un impact positif du multiplicateur des dépenses publiques, surtout à court terme, en stimulant la demande globale et l'activité économique.

D'autre part, de nombreux travaux empiriques dans les économies ouvertes et en développement, concluent à des effets faibles, voire négatifs. Ces résultats peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs structurels tels que les obstacles liés au financement, les fuites vers les importations ainsi que les faiblesses institutionnelles qui limitent l'effet des dépenses publiques. Enfin, les divergences constatées dans la littérature empirique, proviennent des différences méthodologiques et des horizons temporels. Alors que certaines études confirment des effets positifs à long terme, d'autres par contre soulignent une efficacité limitée lorsque les dépenses publiques sont mal orientées.

Dans l'ensemble, la littérature consultée converge vers l'idée que l'efficacité des politiques budgétaires dépend du cycle conjoncturel, du contexte économique et de la structure des économies, avec des multiplicateurs plus faibles mais potentiellement optimisables. Malgré les avancées théoriques et empiriques, nous constatons qu'il y a manque d'études spécifiques à la RDC, l'insuffisance d'analyses couvrant une longue période et une faible utilisation de modèles dynamiques

Ainsi, la présente étude vise à combler ces lacunes en proposant une analyse de l'évolution du multiplicateur fiscal en RDC sur la période 2002-2024, en mobilisant une approche économétrique.

### **3. Méthodologie**

#### **3.1. Nature et sources de données**

Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont de séries temporelles annuelles, couvrant la période de 2002 à 2024. Elles proviennent essentiellement des différents rapports annuels de la Banque Centrale du Congo(BCC) et de la base des données de la Banque mondiale.

Tableau 1. Liste des variables retenues dans le modèle économétrique

Variables	Description	Sources
➤ PIB (exprimé en %)	Variable qui mesure l'activité économique	BCC
➤ Dépenses publiques(%)	C'est sur cette variable que le multiplicateur fiscal agit	BCC
➤ Recettes fiscales(%)	Permet de capter la contraction budgétaire	BCC
➤ Importation(%)	Influence la fuite du multiplicateur	Banque mondiale
➤ Formation Brute du Capital Fixe du secteur privé(%)	Important pour atténuer l'endogénéité	Banque mondiale

Source : Auteurs

Nous avons fait le choix de ces variables en nous appuyant sur les travaux de Keynes (1936), selon lesquels les dépenses publiques sont un instrument central de la stimulation de la demande globale et donc de la production. Les variables macroéconomiques complémentaires quant à elles sont introduites comme variables de contrôle afin de limiter le biais d'omission, conformément aux recommandations de Blanchard & Leigh (2013)

### 3.2. Approche méthodologique

Cette étude adopte une approche fondée sur l'analyse économétrique des séries temporelles, afin d'évaluer l'évolution du multiplicateur fiscal en RDC sur la période susmentionnée. L'analyse repose sur le modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag) développé par Pesaran et al. (2001), qui permet d'estimer simultanément les effets de court et de long terme entre les variables, même lorsque celles-ci présentent des ordres d'intégration mixtes  $I(0)$  et  $I(1)$ .

Cette méthode est préférée à d'autres techniques de co-intégration pour plusieurs raisons : (i) cette approche convient mieux pour des échantillons de petites tailles que les autres techniques de co-intégration ; (ii) elle est plus en plus utilisée comme alternative aux tests de co-intégration usuels à cause de la flexibilité qu'elle offre ; (iii) elle prend en compte la dynamique temporelle dans l'explication des séries chronologiques ; et (iv) la modélisation ARDL, avec les décalages appropriés, permet de corriger les deux problèmes de corrélation et d'endogénéité des séries.

### 3.3. Spécification du modèle économétrique

Le modèle ARDL utilisé dans cette étude s'écrit comme suit :

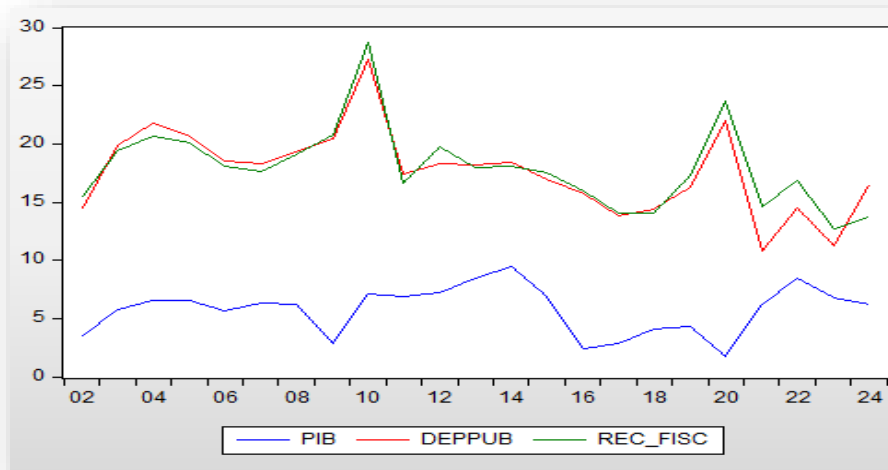
$$\begin{aligned} \Delta \text{PIB}_t = & \delta_0 + \sum_{i=1}^p \delta_{1i} \Delta \text{PIB}_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_1} \delta_{2i} \Delta \text{REC\_FISC}_{t-i} + \sum_{i=0}^{q_2} \delta_{3i} \Delta \text{DEPPUB}_{t-i} \\ & + \sum_{i=0}^{q_3} \delta_{4i} \Delta \text{IMP}_{t-i} \\ & + \sum_{i=0}^{q_4} \delta_{5i} \Delta \text{FBCFpriv}_{t-i} + \varphi \text{ECM}_{t-1} + \mu_t \end{aligned} \quad (1)$$

- PIB<sub>t</sub> : taux de croissance économique à la période t
- REC\_FISC<sub>t</sub> : Recettes fiscales à période t
- DEPPUB<sub>t</sub> : Dépenses publiques à la période t
- IMP<sub>t</sub> : Importation à la période t
- FBCFpriv<sub>t</sub> : Formation Brute du Capitale Fixe du secteur privé à la période t
- p, q<sub>1</sub>, q<sub>2</sub>, q<sub>3</sub>, q<sub>4</sub> : retards optimaux du modèle
- μ<sub>t</sub> : terme d'erreur aléatoire

Cette formulation nous permet de mesurer l'impact différé dans le temps des variables explicatives sur la croissance économique.

### 4. Résultats et Discussion

Graphique 1. Evolution du PIB, dépenses publiques et des recettes fiscales



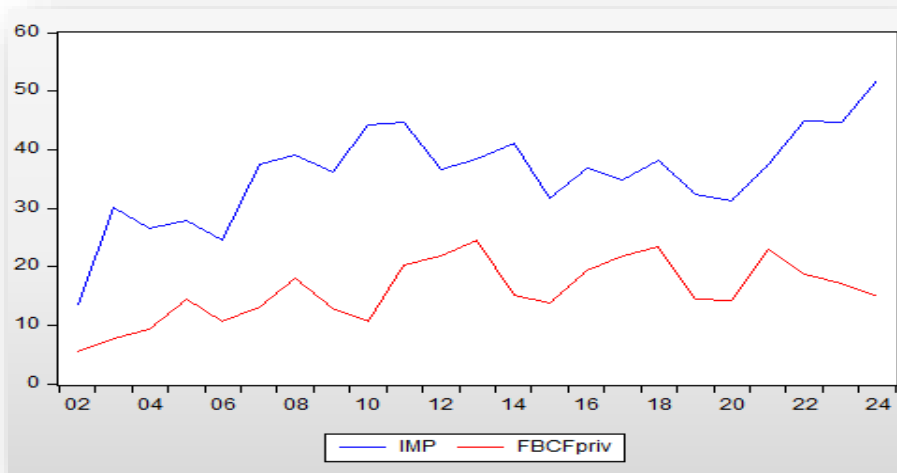
Source : Auteurs, sur base des données de la BCC et Banque mondiale

Le graphique ci-dessus montre la progression du PIB, des dépenses publiques et des recettes fiscales sur la période de 2002-2024. La lecture de ce graphique montre que les dépenses publiques présentent une dynamique fortement corrélée, évoluant de manière parallèle sur l'ensemble de la période.

Cela traduit une gestion budgétaire liée à la contrainte, dans laquelle le gouvernement ajuste ses dépenses en fonction du niveau des recettes disponibles. Cependant, le PIB montre une tendance relativement plus stable et moins volatile comparativement aux variables budgétaires. Bien qu'à long terme, on observe une tendance à la hausse, il y a eu certaines périodes de repli, notamment autour de 2015-2016, témoignant la sensibilité de l'économie congolaise aux chocs exogènes. Les variations enregistrées au niveau des dépenses publiques et des recettes fiscales, en 2010 et en 2020, ne semblent pas se manifester par des fluctuations équivalentes de la production intérieure brute.

Ces observations montrent que l'impact de la politique budgétaire sur l'activité économique en République démocratique du Congo demeure limité à court terme, ce qui met en lumière un multiplicateur fiscal relativement instable.

Graphique 2. Evolution des importations et de la Formation brute du capital Fixe du secteur privé



Source : Auteurs, sur base des données de la Banque mondiale

Ce graphique montre que les importations suivent une tendance croissante, bien que marquée par des fluctuations. Après une progression notable entre 2002 et 2008, indiquant une intensification de l'ouverture commerciale et une dépendance excessive aux biens étrangers.

Ensuite, une phase de volatilité est observée entre 2009 et 2016; cette instabilité peut être due aux chocs macroéconomiques, notamment les variations des prix des matières premières sur le marché international et les perturbations économiques internes. À partir de 2020, les importations connaissent une reprise soutenue, atteignant leur niveau le plus haut en fin période. De l'autre côté, la formation brute de capital fixe du secteur privé présente également une tendance à la hausse, mais à un niveau inférieur à celui des importations.

Son expansion relativement régulière jusqu'en 2012 reflète une amélioration de l'investissement privé. Toutefois, cette dynamique s'atténue par la suite, avec des fluctuations plus prononcées entre 2013 et 2020, avant une reprise modérée. Cette évolution traduit la sensibilité de l'investissement privé aux conditions institutionnelles et économiques en RDC.

L'analyse conjointe de ces deux variables révèle une co-mouvance relative, montrant l'existence d'un lien positif entre les importations et l'investissement privé. En effet, dans les économies en développement, une partie des importations est constituée essentiellement de biens d'équipement et d'intrants intermédiaires nécessaires à la production. Ainsi, l'augmentation des importations peut favoriser l'accumulation du capital privé en facilitant l'accès aux technologies et aux équipements productifs (Solow, 1956).

Cependant, la volatilité observée dans la formation brute du capital fixe dans le secteur privé montre que d'autres facteurs, tels que l'accès au financement, le climat des affaires et la stabilité macroéconomique, jouent également un rôle déterminant dans la dynamique de l'investissement privé.

*Tableau 1. Analyse descriptives des variables*

	<b>PIB</b>	<b>REC_FISC</b>	<b>DEPPUB</b>	<b>IMP</b>	<b>FBCFPRIV</b>
Mean	5.756522	17.94348	17.61174	35.85696	15.86174
Median	6.200000	17.62000	18.17000	36.89000	14.84000
Maximum	9.500000	28.69000	27.25000	51.79000	24.52000
Minimum	1.700000	12.70000	10.80000	13.64000	5.400000
Std.Dev.	2.067019	3.546697	3.665927	8.198195	5.215409
Skewness	- 0.371703	1.131966	0.361086	- 0.601039	-0.101442
Kurtosis	2.372485	4.905652	3.643786	3.8224480	2.196464
Jarque-Bera	0.906993	8.392026	0.896992	2.033071	0.658214
Probability	0.635403	0.015055	0.638588	0.361846	0.719566
Sum	132.4000	412.7000	405.0700	824.7100	364.8200

Sum Sq.Dev.	93.99652	276.7393	295.6585	1478.629	598.4107
Observations	23	23	23	23	23

Source : Auteurs, estimation sur base de données de la BCC et la Banque mondiale

L'analyse descriptive des variables étudiées permet de mettre en relief plusieurs caractéristiques essentielles de l'économie congolaise, notamment en termes de tendance centrale, de dispersion et de distribution statistique. Ces premiers résultats constituent une étape préalable à toute analyse économétrique, car ils permettent d'évaluer la qualité des données et d'orienter le choix du modèle.

La relative stabilité du PIB, associée à une dispersion modérée des variables budgétaires, montre l'existence de relations économiques potentiellement stables à long terme. Pourtant, la forte volatilité des importations suggère l'importance du secteur extérieur dans la dynamique économique, ce qui justifie son intégration dans le modèle.

De surcroît, l'analyse de la normalité révèle que la majorité des variables suivent une distribution normale, hormis les recettes fiscales. Cette non-normalité peut être due à des chocs exogènes ou à des réformes fiscales intervenues à partir de 2002. Également, la présence d'une dispersion modérée et l'absence de déséquilibres extrêmes dans la plupart des variables renforcent la pertinence de l'utilisation du modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag), qui permet en effet d'analyser simultanément les relations de court et de long terme entre les variables, même en présence de séries intégrées d'ordres différents,  $I(0)$  et  $I(1)$ , comme le soulignent Pesaran & al.(2001).

#### 4.1. Analyse de la stationnarité des variables

Avant d'estimer le modèle économétrique spécifié en séries chronologiques, il convient de vérifier tout d'abord la stationnarité des variables. La satisfaction au test de stationnarité des variables constitue la condition sine qua non pour l'estimation d'un modèle dont les données se présentent de manière chronologique.

Pour déterminer la stationnarité d'une série, on applique les tests de racine unitaire. Ces tests permettent non seulement de détecter l'existence d'une non-stationnarité mais aussi de déterminer de quel type de non-stationnarité il s'agit (processus TS ou DS), et donc la bonne méthode pour stationnariser la série.

Il existe plusieurs tests de racine unitaire, dont le plus utilisé est le test de Dickey-Fuller.

#### 4.1.1. Tests de Dickey et Fuller Augmentés

Les tests de Dickey-Fuller Augmenté(ADF) testent l'existence d'une racine unitaire dans le processus générateur des données. Ce test considère trois modèles se présentant comme suit :

$$\Delta X_t = \alpha X_{t-1} + \sum_{j=1}^p \beta \Delta X_{t-j} + \mu_t \quad (2)$$

$$\Delta X_t = \alpha X_{t-1} + \sum_{j=1}^p \beta \Delta X_{t-j} + \beta_0 + \mu_t \quad (3)$$

$$\Delta X_t = \alpha X_{t-1} + \sum_{j=1}^p \beta \Delta X_{t-j} + \beta_0 + \beta_1 t + \mu_t \quad (4)$$

Avec  $\mu_t \rightarrow$  i.i.d

Le premier teste la stationnarité sans constante ni trend, le deuxième teste la stationnarité avec constante et sans trend, et la troisième teste la stationnarité avec constante et trend.

#### 4.1.2. Le test de Philips-Perron

Le test de Phillips-Perron (1988) est construit sur une correction non paramétrique de la statistique de Dickey-Fuller pour prendre en compte des erreurs hétéroscédastiques.

Ce test se déroule en double étape : premièrement, on estime par le MCO les trois modèles de base du test de Dickey-Fuller et on calcule les statistiques associées, et par la suite on estime un facteur correctif établi à partir de la structure de covariance des résidus de manière que les transformations réalisées conduisent à des distributions identiques à celles du Dickey-Fuller standard.

Il se ramène donc au test de Dickey-Fuller simple dans le cas où les erreurs seraient homoscedastiques.

Tableau 2. Résultats du test de stationnarité des variables

Variables	En niveau		En différence première		Processus	Ordre d'intégration
	ADF	PP	ADF	PP		
PIB <sub>t</sub>	-2.93	-2.96	-4.99**	-7.56**	DS	I(1)
DEP_PUB <sub>t</sub>	-5.07*	-5.16*	-	-	TS	I(0)
REC_FISC <sub>t</sub>	-4.39*	-4.39*	-	-	TS	I(0)
IMP <sub>t</sub>	-3.31	-3.32	-6.52**	-6.66**	DS	I(1)
FBCFprivt	-3.53	-2.89	-5.20**	-6.28**	DS	I(1)

\* = Variables stationnaires en niveau au seuil de 5%

\*\* = Variables stationnaires en différence première au seuil de 5%

Source : Auteurs, à l'aide Evews 10

#### 4.2. Etude de la cointégration : Estimation du modèle ARDL optimal et test de Bounds

Pour sélectionner le modèle ARDL optimal, nous nous sommes servis du critère d'information Akaike(AIC) qui offre des résultats statistiquement significatifs avec moins de paramètres. En effet, ce critère est utilisé pour déterminer l'ordre des retards dans le modèle ARDL. Ce qui permet d'estimer le modèle sélectionné par la méthode des moindres carrés ordinaires.

a. Estimation du modèle ARDL optimal

Tableau 3. Estimation du modèle ARDL (1, 3, 3, 3, 2)

Dependent Variable: PIB  
 Method: ARDL  
 Date: 05/10/26 Time: 15:32  
 Sample (adjusted): 2005 2024  
 Included observations: 20 after adjustments  
 Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)  
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)  
 Dynamic regressors (3 lags, automatic): REC\_FISC DEPPUB IMP  
 FBCFPRIV  
 Fixed regressors: C  
 Number of models evaluated: 256  
 Selected Model: ARDL(1, 3, 3, 3, 2)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
PIB(-1)	0.243445	0.055857	4.358382	0.0223
REC_FISC	0.649271	0.093008	6.980795	0.0060
REC_FISC(-1)	-0.940359	0.113722	-8.268932	0.0037
REC_FISC(-2)	0.658817	0.130510	5.048035	0.0150
REC_FISC(-3)	2.311846	0.132278	17.47718	0.0004
DEPPUB	-0.478373	0.104405	-4.581877	0.0195
DEPPUB(-1)	1.469782	0.120257	12.22199	0.0012
DEPPUB(-2)	-0.304084	0.131949	-2.304559	0.1046
DEPPUB(-3)	-2.183758	0.128599	-16.98120	0.0004
IMP	0.308549	0.025555	12.07384	0.0012
IMP(-1)	-0.275798	0.020558	-13.41565	0.0009
IMP(-2)	-0.319102	0.020774	-15.36036	0.0006
IMP(-3)	0.069322	0.016622	4.170494	0.0251
FBCFPRIV	0.023754	0.029317	0.810256	0.4771
FBCFPRIV(-1)	0.343937	0.026315	13.07011	0.0010
FBCFPRIV(-2)	0.174650	0.031238	5.590883	0.0113
C	-19.15317	1.127936	-16.98073	0.0004
R-squared	0.997252	Mean dependent var	5.825000	
Adjusted R-squared	0.982598	S.D. dependent var	2.153302	
S.E. of regression	0.284055	Akaike info criterion	0.123579	
Sum squared resid	0.242061	Schwarz criterion	0.969951	
Log likelihood	15.76421	Hannan-Quinn criter.	0.288800	
F-statistic	68.05269	Durbin-Watson stat	2.447545	
Prob(F-statistic)	0.002535			

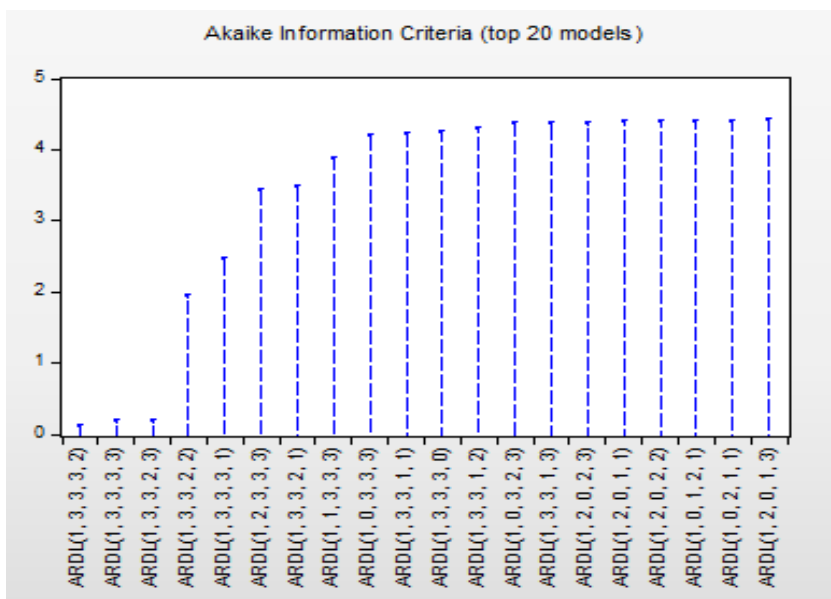
\*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Source : Auteurs, estimation à partir de Eviews 10

Comme dans les modèles autorégressifs, plusieurs modèles ARDL peuvent être estimés selon le nombre de retard défini. Le choix du modèle optimal repose sur le principe de la parcimonie. Ce principe est basé sur le choix du modèle dont les critères d'information d'Akaike et de Schwars sont les plus minimaux. En effet, le logiciel Eviews 10, utilisé dans cette étude comme outil de traitement des données, nous a permis de retenir le modèle ARDL (1,3,3,3,2) comme modèle optimal (tableau 3).

De même, le graphique ci-dessous nous permet de visualiser les 20 meilleurs modèles selon le principe de la parcimonie. Le coefficient de détermination  $R^2$  ajusté qui est de 0,9825 traduit une forte capacité explicative du modèle, sans toutefois garantir à lui seul la validité économique des relations estimées. Ce qui montre que les variables exogènes, prises dans ce modèle économétrique contribuent à l'explication de la variable endogène (PIB) à l'ordre de 98,25%.

Graphique 3. Le graphique du critère d'information Akaike (AIC)



Source : Auteurs, estimations à partir de Eviews 10

Tableau 4. Test de cointégration aux bornes de (Pesaran & al., 2001)

Statistique	Valeur	K
F-Statistic	<b>105.43</b>	4
Valeurs critiques aux bornes		
Seuil de signification	Borne inférieure I(O)	Borne supérieur I(1)
10%	2.2	3.09
5%	2.56	3.49

2.5%	2.88	3.87
1%	3.29	4.37

Source : Auteurs, estimation à partir de Eviews 10

Ce tableau nous renseigne que la Statistique F du test (105.43) est largement supérieure à la valeur critique de la borne supérieur (3.49) au seuil de 5%; ce qui nous permet d'estimer la relation de long terme et de dégager la dynamique de court terme, au travers du modèle à correction d'erreur(MCE).

#### 4.3. Relations de court et de long terme : ARDL de cointégration

Tableau 5. Estimation de la relation de court terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(REC_FISC)	0.649271	0.035651	18.21169	0.0004
D(REC_FISC(-1))	-2.970664	0.080378	-36.95889	0.0000
D(REC_FISC(-2))	-2.311846	0.074235	-31.14235	0.0001
D(DEPPUB)	-0.478373	0.042599	-11.22960	0.0015
D(DEPUB(-1))	2.487842	0.071298	34.89341	0.0001
D(DEPUB(-2))	2.183758	0.071306	30.62538	0.0001
D(IMP)	0.308549	0.010842	28.45739	0.0001
D(IMP(-1))	0.249781	0.010324	24.19530	0.0002
D(IMP(-2))	-0.069322	0.007226	-9.592928	0.0024
D(FBCFPRIV)	0.023754	0.011600	2.047713	0.1331
D(FBCFPRIV(-1))	-0.174650	0.013273	-13.15798	0.0009
<b>CointEg(-1)*</b>	<b>-0.756555</b>	<b>0.018420</b>	<b>-41.07203</b>	<b>0.0000</b>

Source : Auteurs, estimation à partir de Eviews 10

Le coefficient du terme de correction d'erreur est négatif (- 0.756555) et statistiquement significatif avec une probabilité de (0.0000) au seuil de 5%, suggérant un mécanisme de retour vers l'équilibre de long terme. Environ 75,66% du déséquilibre est corrigé à chaque période, traduisant une vitesse d'ajustement relativement rapide. Toutefois, le terme de correction d'erreur, négatif et significatif confirme l'existence d'une relation de long terme entre les variables, avec une vitesse d'ajustement de 75,66%.

Le multiplicateur de court terme étant obtenu par la sommation des coefficients associées aux variables budgétaires; les estimations issues du modèle montrent une dynamique budgétaire

caractérisée par une forte sensibilité de l'activité économique aux instruments fiscaux en RDC. Le coefficient de court terme associé aux dépenses publiques, estimé à 4,19, met en relief un effet expansionniste substantiel, indiquant une capacité significative des dépenses publiques à stimuler la demande agrégée. Dans le même temps, le multiplicateur associé aux recettes fiscales, évalué à -4,63, signifie qu'il y a un effet contractif particulièrement prononcé de la fiscalité sur le produit intérieur brut.

A part la simple opposition de signes, ces résultats montrent l'existence d'une asymétrie structurelle des effets budgétaires, où les instruments fiscaux n'affectent pas l'activité économique avec la même intensité ni selon des mécanismes symétriques.

La portée du multiplicateur associé aux recettes fiscales, supérieure en valeur absolue à celle des dépenses, fait ressortir que les chocs fiscaux restrictifs (hausse des prélèvements) induisent des effets macroéconomiques plus intenses que les impulsions expansionnistes associées aux dépenses publiques.

Cette dynamique peut être interprétée à la lumière de plusieurs mécanismes propres aux économies en développement. D'une part, la forte réaction négative à l'augmentation des recettes fiscales pourrait refléter une élasticité élevée de la consommation au revenu disponible, associée à une faible capacité d'amortissement des ménages face aux chocs fiscaux.

D'autre part, l'efficacité des dépenses publiques pourrait être partiellement baissée par des contraintes institutionnelles, des inefficiences dans l'allocation des ressources ou encore des fuites macroéconomiques (importations, corruption, délais d'exécution des projets).

Tableau 6. Estimation de la relation de long terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
REC_FISC	3.541813	0.312817	11.32230	0.0015
DEPPUB	-1.977957	0.237618	-8.324115	0.0036
IMP	-0.286866	0.042157	-6.804642	0.0065
FBCFPRIV	0.716856	0.081882	8.754762	0.0031
C	-25.31630	2.272142	-11.14204	0.0015
EC = PIB - (3.5418*REC_FISC - 1.9780*DEPPUB - 0.2869*IMP + 0.7169*FBCFPRIV -25.3163				

Source : Auteurs, estimation à partir de Eviews 10

L'estimation de la relation de long terme issue du modèle ARDL établit les impacts différenciés des instruments de politique budgétaire sur la croissance économique en RDC. En effet, les

coefficients estimés permettent de dériver les multiplicateurs fiscaux de long terme, qui traduisent l'impact permanent des variables budgétaires sur le PIB.

Les résultats font observer que, le multiplicateur associé aux recettes fiscales est positif et élevé (3,54), signifiant qu'une augmentation des recettes fiscales entraîne une progression plus que proportionnelle du PIB à long terme. Ce résultat pourrait s'expliquer par une mobilisation accrue des ressources internes permettant à l'État de financer des investissements structurants, d'améliorer les infrastructures et de soutenir l'activité économique. Cette observation corrobore les conclusions de Blanchard & Leigh (2013), qui ont fait savoir dans leur étude que l'effet des politiques budgétaires dépend fortement du contexte macroéconomique et de la qualité des institutions.

Par contre, le multiplicateur associé aux dépenses publiques est négatif (-1,98), ce qui signifie qu'une augmentation des dépenses publiques fait baisser le PIB à long terme. Ce résultat est en contradiction avec la théorie keynésienne traditionnelle, selon laquelle les dépenses publiques ont un effet expansionniste sur l'activité économique.

Le caractère négatif du multiplicateur associé aux dépenses publiques à long terme peut être expliqué par plusieurs mécanismes structurels propres aux économies en développement, et particulièrement à la RDC. Selon la théorie keynésienne, les dépenses publiques sont supposées stimuler la demande agrégée et donc la production. Par ailleurs, lorsque les dépenses sont inefficacement allouées ou faiblement productives, leur effet peut progressivement devenir défavorable à la croissance.

Pour le cas de la RDC par exemple, une part importante des dépenses publiques est souvent orientée vers les dépenses de fonctionnement plutôt que vers les secteurs susceptibles d'augmenter la capacité productive du pays. Ainsi, même si les dépenses publiques peuvent soutenir temporairement l'activité économique à court terme, leur faible rendement économique diminue leur apport à la croissance sur le long terme.

De plus, les inefficiences institutionnelles, telles que les détournements des fonds publics, faiblesse de gouvernance, la corruption, les retards dans l'exécution budgétaire, diminuent l'efficacité des investissements publics. Une partie des ressources injectées dans l'économie peine à se transformer donc en capital productif capable de générer des effets multiplicateurs durables dans l'économie.

Dans une économie importatrice comme la RDC, une augmentation des dépenses publiques peut aussi induire à une hausse de la demande des biens importés plutôt qu'une stimulation de

la production nationale. Ce phénomène de fuite extérieure réduit drastiquement les effets multiplicateurs internes de la politique budgétaire.

Le financement des dépenses publiques peut aussi produire des effets sur l'investissement privé. Lorsque l'État mobilise excessivement les ressources financières internes ou augmente la pression fiscale pour financer ses dépenses, cela peut réduire les capacités d'investissement du secteur privé, pourtant essentiel à la croissance de long terme.

Le résultat obtenu peut aussi traduire le manque de complémentarité entre les dépenses publiques et la structure productive du pays. Dans un contexte marqué par une faible capacité industrielle, une base de la production limitée et une forte dépendance au secteur extractif, les dépenses publiques ne peuvent générer automatiquement des gains de productivité susceptibles de soutenir durablement la croissance.

Le multiplicateur négatif associé aux dépenses publiques à long terme reflète moins l'inefficacité intrinsèque de la politique budgétaire que les contraintes institutionnelles, structurelles et macroéconomiques qui freinent la capacité des dépenses publiques congolaises à produire des effets durables sur la production. À ce sujet, Fatás & Mihov (2001) mettent l'accent dans leurs travaux que la composition et la qualité des dépenses publiques sont déterminantes pour leur impact sur la croissance.

Le coefficient négatif associé aux importations (-0,29) confirme l'existence d'une fuite de la demande vers l'extérieur, réduisant ainsi l'efficacité des politiques de relance budgétaire. Ce résultat est cohérent avec les analyses de Samuelson & Nordhaus (2009), qui ont prouvé dans leur étude que, dans une économie ouverte, une partie du stimulus budgétaire bénéficie aux partenaires commerciaux par l'entremise d'une hausse des importations.

L'investissement privé (FBCF) quant à lui a un effet positif et significatif sur le PIB (0,72), confirmant son rôle de moteur essentiel de la croissance économique. Ce résultat s'inscrit dans la lignée des modèles de croissance néoclassiques, notamment celui de Solow (1956), qui met en relief l'importance de l'accumulation du capital dans le processus de croissance à long terme. D'une manière globale, le multiplicateur fiscal net, résultant de la différence entre l'effet des recettes fiscales et celui des dépenses publiques, demeure positif ( $\approx 1,56$ ), ce qui indique que la politique budgétaire conserve un effet expansionniste global.

Cependant, son efficacité est limitée par la contribution négative des dépenses publiques. Ce constat corrobore les conclusions de Batini & al. (2014), selon lesquelles les multiplicateurs fiscaux dans les pays en développement sont généralement faibles, voire négatifs, suite aux contraintes institutionnelles, structurelles et de gouvernance publique.

L'évolution du multiplicateur en RDC sur la période 2002 -2024 s'explique également en majeure partie par les principaux chocs macroéconomiques et les réformes budgétaires ayant marqués l'économie congolaise notamment la modernisation des régies financières, la bancarisation des dépenses publiques, l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que la réforme du secteur minier à travers la révision du code minier de 2018, etc.

La crise minière de 2015-2016 qui a été provoquée par la diminution des prix des matières premières sur le marché international, a réduit considérablement les recettes fiscales et limité la capacité de l'Etat congolais à soutenir l'activité économique. De même, la crise sanitaire due à la pandémie de la COVID-19 a également entraîné un ralentissement de l'économie, orientant les dépenses publiques vers des interventions d'urgence à faible effet multiplicateur fiscal de long terme.

Parallèlement, plusieurs réformes fiscales et budgétaires engagées avec l'appui des partenaires internationaux ont permis au gouvernement congolais d'améliorer progressivement la mobilisation des recettes fiscales et la stabilisation du cadre macroéconomique. Toutefois, la forte dépendance au secteur minier, les contraintes structurelles, les inefficiences dans la gestion des dépenses publiques, continuent d'affaiblir l'efficacité de la politique budgétaire.

#### **4.4. Comparaison des résultats aux études empiriques**

Dans une perspective d'ensemble, les résultats issus des estimations convergent avec la littérature empirique consultée sur les multiplicateurs fiscaux dans le pays en développement. En effet, à court terme, les dépenses publiques ont un effet expansionniste sur l'activité économique, conformément à la théorie keynésienne et aux travaux empiriques de Blanchard & Perrotti (2002). Cependant, à long terme, l'effet des dépenses publiques devient limité, voire négatif, rejoignant les analyses du FMI (2003) et de Ilzetkzki (2013) sur la faiblesse des multiplicateurs fiscaux dans les économies ouvertes et fragiles sur le plan structurel.

Les résultats suggèrent par ailleurs la faible efficacité des dépenses publiques, les contraintes institutionnelles et les fuites vers les importations réduisent l'efficacité de la politique budgétaire en RDC.

#### **4.5. Tests de validation du modèle économétrique**

Avant d'exploiter les résultats économétriques, il faut se rassurer que les résultats sont statiquement validés. Nous avons fait recours aux différents tests pour nous assurer de la fiabilité du modèle.

























Tableau 7. Test de bruit blanc

Date: 05/10/26 Time: 15:36

Sample: 2002 2024

Included observations: 20

Q-statistic probabilities adjusted for 1 dynamic regressor

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob*
		1 -0.242	-0.242	1.3598	0.244
		2 -0.238	-0.316	2.7496	0.253
		3 -0.013	-0.195	2.7539	0.431
		4 -0.028	-0.210	2.7762	0.596
		5 0.005	-0.167	2.7768	0.734
		6 0.058	-0.087	2.8830	0.823
		7 -0.050	-0.141	2.9690	0.888
		8 0.203	0.174	4.4821	0.811
		9 -0.196	-0.118	6.0163	0.738
		10 -0.108	-0.125	6.5325	0.769
		11 -0.019	-0.239	6.5504	0.834
		12 0.064	-0.189	6.7765	0.872

\*Probabilities may not be valid for this equation specification.

Source : Auteurs, estimation à l'aide de Eviews 10

L'analyse du corrélogramme des résidus du modèle indique que les coefficients d'autocorrélation et d'autocorrélation partielle sont globalement faibles et significatifs. Cependant, les probabilités associées au test de Lyung-Box sont toutes supérieures au seuil de 5% indiquant que l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation ne peut être rejetée. Ainsi, les résidus du modèle se comportent comme un bruit blanc, ce qui confirme la bonne spécification du modèle estimé.

Tableau 8. Tests diagnostiques du modèle

Hypothèse du test	Test	F-Stat.	Prob.
Autocorrélation des résidus	Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test	0.3554	0.7645
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan- Godfrey	3.9023	0.1442
Normalité des résidus	Jarque-Berra	1.0603	0.5884
Spécification	Ramsey Reset	2.9887	0.2260

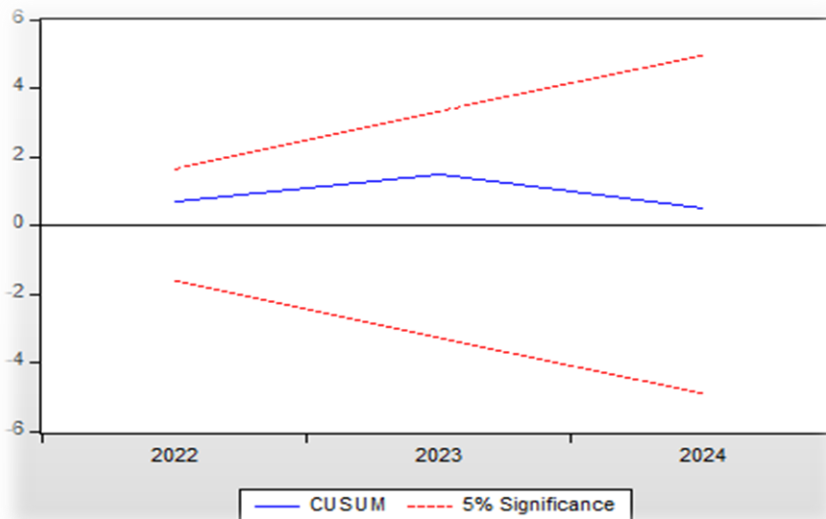
Source : Auteurs, estimation à partir de Eviews 10

La validation de notre modèle estimé ainsi que des résultats obtenus de la relation de court terme et de long terme nécessite la vérification d'un ensemble d'hypothèses, à savoir la corrélation des erreurs, l'hétéroscédasticité, la normalité, la spécification et la stabilité des coefficients. Il ressort que les quatre tests présentés indiquent la probabilité supérieure au seuil de 5%.

Ce qui signifie que l'hypothèse nulle ( $H_0$ ) est acceptée dans tous ces tests. Les erreurs ne sont donc pas autocorrélées, sont homoscédastiques, leur distribution suit une loi normale et par là nous pouvons dire que notre modèle est bien spécifié.

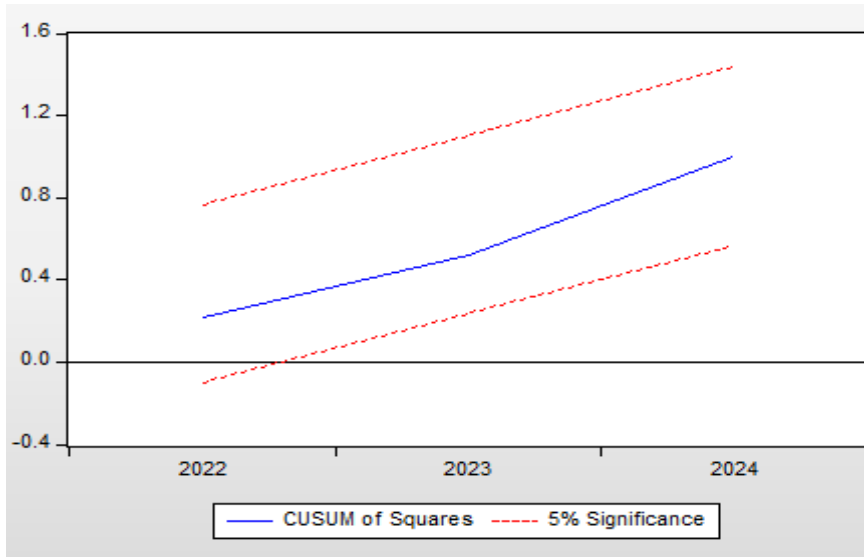
En outre, la stabilité des coefficients de notre modèle ARDL (1, 3, 3, 3, 2) est validée à travers les tests CUSUM et CUSUM of squares, car la courbe en bleu ne sort pas du corridor dans ces deux tests (fig 5 & 6) ci-dessous. Enfin, d'après les résultats des tests effectués, nous pouvons confirmer la robustesse de notre modèle ARDL (1, 3, 3, 3, 2) estimé.

Graphique 5. Test de stabilité des coefficients CUSUM



Source : Auteurs, estimation à l'aide de Eviews 10

Graphique 6. Test de stabilité des coefficients CUSUM of squares



Source : Auteurs, estimation à partir de Eviews 10

## 5. Recommandations de politique économique

Les résultats issus de notre étude dans le cas de la RDC nous permettent de formuler les recommandations de politique économique suivante :

- Réorienter la composition des dépenses publiques ;
- Améliorer l'efficacité des dépenses publiques ;
- Elargir l'assiette fiscale sans effet restrictif ;
- Améliorer davantage l'administration de l'impôt ;
- Renforcer les investissements publics à fort effet multiplicateur ;
- Stabiliser la politique budgétaire ;
- Continuer à assainir les finances publiques;
- Renforcer le mécanisme de transmission ;
- Renforcer la gouvernance des finances publiques

Une telle approche permettrait de renforcer l'impact du multiplicateur fiscal et de soutenir durablement la croissance économique.

## Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'examiner l'évolution du multiplicateur fiscal en République démocratique du Congo sur la période de 2002 à 2024, en mobilisant une approche économétrique ARDL tout en intégrant un mécanisme de correction d'erreur (MCE). Les résultats empiriques issus des estimations mettent en relief une dynamique non linéaire et instable du multiplicateur fiscal, caractérisée par une divergence des effets de court et de long terme.

Dès lors, les estimations suggèrent qu'à court terme, les dépenses publiques ont un effet expansionniste sur la croissance économique, conformément à la théorie keynésienne, tandis que les recettes fiscales tendent à produire un effet restrictif sur la production intérieure brute. Ce résultat montre aussi qu'il y a existence d'un canal de transmission budgétaire classique où les dépenses publiques agissent comme instruments de soutien conjoncturel à l'activité économique.

L'analyse de long terme quant à elle, révèle un changement partiel des effets attendus. L'influence des dépenses publiques devient non systématiquement favorable à la croissance, ce qui indique des inefficiences structurelles dans l'allocation et l'exécution du budget pendant la période sous étude.

De plus, les recettes fiscales apparaissent parfois associées positivement à la croissance, traduisant un rôle de stabilisation macroéconomique lorsque celles-ci sont mobilisées pour financer des dépenses productives. Ce changement des signes met en évidence une transformation du mécanisme du multiplicateur fiscal au cours du temps.

L'existence d'un mécanisme de correction d'erreur (MCE) significatif confirme la présence d'une relation de long terme entre les variables budgétaires et la croissance économique, ainsi qu'un processus d'ajustement rapide vers l'équilibre.

In fine, ces résultats suggèrent que le multiplicateur fiscal en RDC est non seulement instable, mais est également fortement conditionné par la qualité des institutions budgétaires, l'efficacité des dépenses publiques et la structure de l'économie congolaise. Sur ce, la politique budgétaire ne peut produire des effets durables sur la croissance qu'à travers une amélioration de la gouvernance des finances publiques et une meilleure orientation des dépenses vers des investissements productifs.

Pour clore, malgré les résultats estimés, cette étude présente néanmoins certaines limites qui constituent des pistes pour des recherches futures. En effet, la faible taille de l'échantillon (23

observations) ainsi que le nombre élevé des paramètres du modèle ARDL retenu peuvent engendrer un risque de sur-paramétrisation.

Cependant, le choix du modèle final est fondé sur les critères d'information d'Akaike ainsi que sur la robustesse des tests diagnostiques et de stabilité des coefficients. De futures recherches pourraient mobiliser davantage des données trimestrielles, des modèles économétriques complémentaires afin d'approfondir l'analyse des chocs budgétaires et des mécanismes de transmission de la politique budgétaire en République démocratique du Congo.

## Références bibliographiques

- Alesina, A. & Ardagna, S. (2010). Large changes in fiscal policy: Taxes versus spending. *Tax Policy and the Economy*, 24(1), 35-68.
- Auerbach, A.J., & Gorodnichenko, Y. (2012). Fiscal multipliers in recession and expansion. In A. Alesina & F.Giavazzi (Eds), *Fiscal Policy after the Financial Crisis*.(pp. 63-98). *University of Chicago Press*
- Baldacci, E., Gupta, S., & Mulas-Granados, C. (2009). How effective is fiscal policy in raising growth in low-income countries? (IMF Working Paper N°. WP/09/01. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Barro, R.J. (1974). Are government bonds net wealth? *Journal of Political Economy*, 82(6), 1095-1117.
- Barro, R. J. (1990). Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), 103-125.
- Banque mondiale (2020). Democratic Republic of Congo Economic Update: Investing in Human Capital for a Resilient Recovery. Washington, DC: World Bank.
- Banque mondiale. (2020). Domestic revenue mobilization in developing countries. Washington, DC: World Bank.
- Banque mondiale (2022). Democratic Republic of Congo public expenditure review: Towards improved public spending efficiency. Washington, DC: World Bank.
- Batini, N., Eyraud. & Weber, A.(2014). A simple method to compute fiscal multipliers. International Monetary Fund, IMF Working Paper N° WP/14/93, Washington, DC.
- Blanchard, O. & Perotti, R. (2002). An empirical characterization of the dynamic effects of changes in government spending and taxes on output. *Quarterly Journal of Economics*, 117(4), 1329-1368.
- Blanchard, O. & Leigh, D. (2013).Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers. *American Economic Review*, 103(3), 117-120.
- Fatás, A., & Mihov, I. (2001). The Effects of Fiscal Policy on Consumption and Employment. Theory and evidence. CEPR Discussion Paper N° 2760.
- Gechert, S. & Rannenberg, A. (2018). Which fiscal multipliers are regime-dependent? A meta-regression analysis; *Journal of Economic Surveys*, 32(4), 1160-1182.
- International Monetary Fund (2014). Fiscal Multipliers: Size, Determinants, and use in macroeconomic projections, Washington, DC: IMF.

- Ilzetzki, E., Mendoza, E. G., & Végh, C. A. (2013). How big (small?) are fiscal multipliers? *Journal of Monetary Economics*, 60(2), 239-254.
- International Monetary Fund.(2015). Fiscal policy and long-term growth. Washington, DC: IMF.
- Jordà, Ò. (2005). Estimation and inference of impulse responses by local projections. *American Economic Review*, 95(1), 161-182.
- Kahn, R. (1931), The Relation of Home Investment to Unemployment, *The Economic Journal*, 41(162), 173-198.
- Keynes, J. M. (1936). The general theory of employment, interest and money. London, UK: Macmillan.
- King, R.G. & Rebelo, S. (1999). Resuscitating real business cycles. In J. B. Taylor & M. Woodford (Eds.), *Handbook of Macroeconomics* (Vol. 1, 927-1007. Amsterdam: Elsevier.
- Kpodar, K. & Abdallah, C. (2017). Fiscal multipliers in Sub-Saharan Africa. IMF *Working Paper N° WP/17/145*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Lledó, V., Yoon, S., Fang, X., Mbaye, S., & Kim, Y. (2019). Fiscal policy in sub-Saharan Africa: Lessons from the IMF fiscal monitor. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Nakamura, E. & Steinsson, J. (2018). Identification in macroeconomics. *Journal of Economic Perspectives*, 32(3), 59-86.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.
- Ramey, V. A.(2011a). Identifying government spending shocks: It's all in the timing. *Quarterly Journal of Economics*, 126(1), 1-50.
- Ramey, V. A. (2011b). Can government purchases stimulate the economy? *Journal of Economic Literature*, 49(3), 673-685.
- Romer, C.D. & Romer, D.H. (2010). The macroeconomic effects of tax changes: Estimates based on a new measure of fiscal shocks. *American Economic Review*, 100(3), 763-801.
- Samuelson, P.A., & Nordhaus, W. D. (2009). *Economics* (19<sup>th</sup> ed). New-York/McGraw-Hill.
- Solow, R. M. (1956). A Contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.